

**La gestion de l'eau et de l'énergie en Afrique en débat à Syrte**

Les délégations de 53 pays africains, comptant une quarantaine de ministres de l'eau et de l'agriculture, se sont réunies du 15 au 17 décembre à Syrte, en Lybie, à l'occasion d'une conférence ministérielle intitulée « *L'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique : les défis du changement climatique* ». Organisée sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette rencontre a été l'occasion pour elle de présenter un programme d'investissement de 65 milliards de dollars sur une vingtaine d'années en faveur de la maîtrise de l'eau en Afrique à des fins agricoles et énergétiques. La FAO préside actuellement UN Water, le mécanisme inter-institutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui coordonne les activités relatives à l'eau, ce qui lui a permis de mettre en avant les 964 projets définis au sein du programme. Selon la FAO, l'Afrique est appelée à tripler sa production alimentaire au cours des 40 prochaines années et à améliorer considérablement sa fourniture individuelle et industrielle en électricité, dans un contexte où l'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité augmente. Concernant le secteur agricole, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, a appelé à une « *accélération massive* » des investissements. Il a rappelé que l'agriculture irriguée est pratiquée sur 20% des terres arables au niveau mondial, mais que cette proportion n'est que de 7% en Afrique, contre 38% en Asie. « *Parmi les 36 pays affectés par la crise alimentaire dans le monde, 21 sont africains* », explique M. Diouf.

Dans le projet de déclaration finale, les pays africains se sont engagés à adopter des politiques et à mettre en œuvre des réformes pour améliorer la « *mise en valeur de l'eau aux niveaux national, régional et continental de façon à pouvoir tirer pleinement parti des possibilités offertes par les secteurs agricole et énergétique* ». La FAO a affirmé qu'il est indispensable « *d'améliorer les conditions dans lesquelles travaillent les agriculteurs et dans lesquelles se font les échanges commerciaux* ». Enfin, les délégués présents lors de la conférence ont accueilli favorablement la proposition de la FAO de convoquer en 2009 un sommet mondial des chefs d'Etat et de gouvernement afin de parvenir à une éradication rapide et définitive de la faim.

**Le PAM appelle à une mobilisation financière internationale contre la faim**

Mardi 16 décembre, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé un appel à la communauté internationale en faveur d'une mobilisation contre la progression de la faim dans le monde. L'organisation déclare qu'elle a besoin de 5,2 milliards de dollars pour répondre aux besoins alimentaires urgents. Josette Sheeran, la directrice exécutive du PAM, considère qu'avec 1% du montant proposé aux institutions financières et utilisé au sein des plans de relance européen et américain, les pays développés pourraient financer l'ensemble des activités du PAM. Selon elle, « *il faut montrer aux dirigeants les valeurs véhiculées par leurs choix de politique. Le monde va débloquer des milliards de dollars pour la finance. Que vont-ils débloquer pour sauver des êtres humains ?* ». « *Nous vivons dans un moment charnière où nous risquons de voir avancer la faim de manière effrénée* » a-t-elle ajouté, rappelant ainsi l'annonce de la FAO du 9 décembre 2008 qui indiquait que 963 millions de personnes étaient sous-alimentées dans le monde fin 2008 (Cf. [lettre hebdo n°237](#)).

**La crise économique au cœur du sommet des chefs d'Etat de la Cédéao**

Les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao)<sup>1</sup> ont tenu leur 35<sup>ème</sup> sommet ordinaire des chefs d'Etat le 19 décembre à Abuja, au Nigeria. A cette occasion, les responsables de la communauté ont appelé les pays membres à « *renforcer les réformes structurelles de leurs économies* ». « *Nos pays sont particulièrement concernés par la crise financière internationale actuelle qui risque d'entraîner une baisse drastique des flux d'aide publique au développement, de l'investissement privé et des transferts de fonds de nos compatriotes résidents hors du continent* » a déclaré à ce sujet Blaise Compaoré, président du Burkina-Faso. Alors que l'Afrique de l'Ouest tablait sur une croissance de son produit intérieur brut de 6,1% en 2008, ces prévisions ont été ramenées à 5,1% et la croissance espérée pour 2009 est de 4,7%.

Lors de cette rencontre, les responsables politiques de la sous-région ont également demandé aux Etats membres de finaliser leurs programmes nationaux d'investissement agricole afin de stimuler l'initiative régionale contre la faim. Les chefs d'Etat ont également souhaité une accélération des négociations des Accords de partenariat économique (APE), négociés avec l'Europe, pour parvenir à une signature en juin 2009. A l'occasion de ce sommet, après deux mandats en tant que président de la Cédéao, Blaise Compaoré a cédé sa place à Umar Musa Yar'Adua, le président de la république fédérale du Nigeria.

<sup>1</sup> Bénin, Burkina, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.